

Transport de viande de porc

L'UNTF dénonce l'interception des camions par les éleveurs

Les transporteurs frigorifiques ne veulent plus être les victimes collatérales du conflit opposant les éleveurs de porc bretons et sarthois aux industriels agroalimentaires. Depuis la mi-février, les éleveurs, ulcérés de voir les industriels importer de la viande de porc d'Espagne ou du Portugal, alors que leur secteur est menacé en France par une baisse d'activité importante, ont décidé d'agir pour empêcher ces importations. Avec l'assentiment de leur fédération, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), ils interceptent des véhicules frigorifiques mais, au lieu de dresser des constats d'importation et de prévenir leur fédération, comme celle-ci leur avait demandé, ils sacagent leur contenu. En moins d'un mois, dix adhérents de l'UNTF ont été victimes de ces débordements, ce qui a occasionné la perte de 200 palettes et de 80 tonnes de marchandises jetées sur la route, aspergées d'essence et incendiées. Pire, dans leur frénésie, les manifestants n'hésitent pas à poursuivre les camions qui tentent de leur échapper, à menacer les conducteurs, puis à dégrader le véhicule par des tags. Pourtant, les conducteurs ne font que leur travail en protégeant leur cargaison, d'autant que certains chargements ont parfois été aspergés de carburant à l'intérieur même du véhicule et alors que le groupe frigorifique était encore en marche, ce qui a fait craindre des départs d'incendie à l'intérieur même du véhicule. Pour comble, les forces de l'ordre assistent passivement aux débordements des



Les éleveurs brûlent les marchandises importées trouvées dans les camions.

manifestants en conseillant seulement aux conducteurs de ne pas intervenir. C'en est trop pour l'UNTF, pour qui la situation tourne au "banditisme" : "Ce n'est pas notre faute si les gros industriels agroalimentaires bretons s'approvisionnent à l'étranger, proteste Jean-Paul Meyronneinc, délégué général de l'UNTF. Mais les agriculteurs semblent avoir tous les droits, tandis que les gendarmes paraissent débordés et que les assureurs invoquent un cas de force majeure pour ne pas rembourser les dégâts sur les marchandises et les camions, lesquels doivent être nettoyés et remis en état après chaque attaque. Seuls les assureurs des clients acceptent de rembourser." L'UNTF a donc interpellé la FNSEA pour que cessent ces agissements et celle-ci a lancé, le 11 mars dernier, une consigne à ses adhérents pour que s'arrête ce type de manifestations : "Ils prétendent se tourner vers un autre type d'action mais rien ne dit que les éleveurs vont se calmer." L'UNTF reste donc très vigilante sur la suite des événements.